

CGT, UGICT/CGT, CFDT, FO, SUP Solidaires, SL, UNSA et CFTC

Pour les organisations syndicales à l'initiative de l'action en cours, c'est bien de l'avenir de la Régie qu'il est question et de son développement.

Des le passage de la Régie à la Communauté Urbaine, nos organisations syndicales ont tenu à réaffirmer leur volonté de voir leur **entreprise publique** devenir une **entreprise structurante**.

Cette démarche n'a pu trouver d'échos auprès des élus de la majorité UMP. Probablement qu'un manque de courage de la Direction d'entreprise a favorisé ce statu quo.

D'autres préoccupations sont présentes dans les projets des organisations syndicales pour donner un nouveau souffle à la RTM, notamment d'avoir un meilleur fonctionnement au quotidien pour assurer la qualité de service que nous souhaitons.

Trop souvent, certaines dégradations du service restent inexpliquées pour les usagers. Nous attendons donc de l'Autorité Organisatrice des budgets nécessaires pour répondre aux besoins de nos usagers.

Notre droit à exploiter le tramway

Le manque d'ambitions est révélateur de la situation actuelle sous des prétextes donnant une image d'entreprise archaïque peu encline à bouger.

Cette image le personnel la rejette et son action aujourd'hui est également sur un projet de développement du service public au sein de la Communauté Urbaine et plus largement nous attendons un projet ambitieux et cohérent pour répondre aux besoins de nos concitoyens.

La modernisation du tramway, les prolongements du Métro sont particulièrement intéressants pour le service public.

Pour les traminots qui sont en lutte, l'arrivée du tramway est une avancée réelle mais pourquoi une Délégation de Service public ?

Les faux arguments développés par les élus majoritaires de la CUM entachent cette réalisation par un refus d'accorder naturellement à la Régie son exploitation. Une confusion curieuse est entretenue par ces mêmes élus qui confondent la construction et l'exploitation.

Nous n'avons à aucun moment la prétention de construire, mais nous revendiquons notre droit à exploiter le tramway.

Ce dossier qui fait le point sur la réalité du conflit entre les traminots et la Communauté urbaine de Marseille a été réalisé par les syndicats en lutte : CGT, UGICT-CGT, FO, CFDT, SUP-SOLIDAIRES, SL, UNSA et CFTC.

Chronologie

24 mars 2005: Jean-Claude Gaudin et sa majorité UMP à MPM votent le « principe » d'une délégation de service public pour l'exploitation du réseau tramway de Marseille. Une première en France.

Marseille dispose d'une régie pour assurer son transport urbain. MPM ouvre une partie de son réseau (11,2 kilomètres) . Les élus de gauche votent contre.

26 mai 2005: Le conseil d'administration décide que la régie doit s'allier à un groupe privé pour concourir à la DSP.

Juin 2005: Le comité d'entreprise, en accord avec l'ensemble des syndicats de la RTM introduisent deux décisions de MPM : le DSP .et la révision du règlement intérieur de la régie qui lui enlève sa fonction tramway.

Juillet/août 2005 : Là RTM auditionne trois groupes privés (Kéolis, Transdev-RATP et Connex) pour une alliance **Début septembre :** Publication de l'appel à candidature pour la DSP.

9 septembre 2005 : Le comité d'entreprise rejette le projet d'alliance de la RTM avec Connex. Son avis est consultatif.

15 septembre 2005 : Le Conseil d'administration vote l'alliance avec Connex et mandate le directeur de l'entreprise pour déposer la candidature du groupement. A propos du « partenaire » la direction informe qu'il affectera trois cadres qui travailleront au sein de la RTM et qu'il apportera toute l'assistance nécessaire.

4 octobre 2005: Les traminois se mettent en grève reconductible. Ils réclament le retrait de la DSP.

18 octobre : Clôture des candidatures à l'appel d'offres de la Communauté urbaine qui devrait remettre le cahier des charges au candidat retenu. Une seule aurait été déposée. RTM/Connex.

20 octobre 2005: Jean-Claude Gaudin, président de Marseille Provence Métropole reçoit l'ensemble des organisations grévistes. Tandis qu'un rassemblement unitaire et interprofessionnel est organisé devant l'Hôtel de ville.